

Le gouvernement a lui-même avantage à rendre publics ces renseignements, surtout à cause de ses négociations avec les autres pays en un temps où la situation internationale est extrêmement tendue. Tous les députés tiendront autant qu'ils le peuvent à ce que les intérêts du pays soient servis de telle sorte que le problème qui se pose actuellement au Canada aboutisse à une solution convenable et satisfaisante.

Au sujet de ce projet de loi dont nous entreprenons l'étude au stade de la troisième lecture, je dois soulever de nouveau des points qui ont été discutés lors de la seconde lecture. Ce bill a été conçu et rédigé sans qu'il ne soit tenu compte d'aucun cadre politique réel. A la suite des déclarations du ministre, de l'absence de réponse sur certains aspects et du manque de renseignements précis sur le mode d'application du bill, il est devenu très évident, qu'il existe dans le gouvernement un grand vide, une absence de politiques. De fait, le gouvernement ne peut trouver de réponse à plusieurs questions. Il n'a jamais précisé où va le Canada dans la crise actuelle. Je reconnais que le gouvernement doit faire quelque chose dans la situation présente. Il a fallu prendre des mesures d'urgence en l'absence de toute autre solution. Il est évident que les mesures prises par les États-Unis en particulier auront une influence sur l'économie canadienne. Il est aussi évident que ces mesures nuiront à certains secteurs de l'économie.

• (4.10 p.m.)

A mon avis, les Canadiens reconnaîtront qu'il est naturel et juste que le gouvernement canadien réagisse. J'estime en outre que d'autres gouvernements, celui des États-Unis en particulier, reconnaissent aussi qu'ils doivent s'attendre à des représailles de la part d'autres pays comme le Canada, en réponse à la décision unilatérale annoncée par le président Nixon le 15 août.

J'espère que le bill aura quelque utilité dans la situation économique difficile que nous traversons. Quant à nous, nous doutons qu'il ait grande utilité réelle, qu'il réalise quoi que ce soit en ce qui concerne les objectifs que peut vouloir atteindre le gouvernement. Nous avons déjà expliqué pourquoi nous croyons que ces objectifs, quels qu'ils soient, ne seront pas atteints. Si le bill est adopté, reçoit l'assentiment royal et entre en vigueur, il nous faudra attendre la suite. Nous espérons que grâce aux pouvoirs discrétionnaires que le bill accorde au gouvernement on mettra au point des programmes utiles. Il me semble très difficile de créer des programmes utiles quelconques, en vertu de ce bill ou de toute autre mesure possible, à moins d'avoir défini comme il le faut des objectifs nationaux et décidé dans quelle direction va le Canada. Il semblerait indiqué de modifier maintenant dans une certaine mesure l'orientation de nos politiques.

La plupart des députés voudraient que le Canada prenne des mesures visant à abaisser les barrières tarifaires dans le monde. D'autre part, ils voudraient aussi voir le moins de barrières tarifaires possibles. Le gouvernement aurait, j'en suis sûr, l'appui de tous les députés s'il

prenait les mesures voulues pour abaisser les barrières tarifaires et les maintenir à un bas niveau à l'avenir.

Le gouvernement doit, semble-t-il, examiner l'orientation de ses politiques visant le développement du Canada. Il doit songer à l'orientation à donner à cette politique de développement. Allons-nous adopter des politiques propres à nous assurer un degré plus élevé de contrôle sur nos propres affaires et sur notre destinée? Allons-nous être assujettis aux caprices du destin quels qu'ils soient—en ce qui concerne l'économie nationale? Il ne faut pas oublier, quel que soit le parti que nous décidions de prendre, que l'objet fondamental de la politique économique et de la stratégie de développement c'est l'édification d'une société qui attache de la valeur au bien-être des êtres humains, une société à laquelle les Canadiens seront fiers d'appartenir, une société qui introduit le souci des autres tant dans l'infrastructure de la nation que dans la communauté internationale.

Je voudrais insister sur ce dernier point parce que, en dépit de notre souci naturel pour le bien-être national et l'avenir du Canada, nous devons néanmoins nous rappeler que les Canadiens vivent dans une communauté mondiale et que, par la nature même de notre histoire, notre bien-être est lié aux questions économiques internationales. Nous devons reconnaître que la planète rapetisse, que les habitants de toutes les parties du monde sont nos voisins et que des liens plus étroits unissent la communauté mondiale. Dans ce contexte, nous ne voulons rien épargner afin d'amenuiser sur la scène économique internationale le pouvoir qu'un petit nombre de nations détiennent, pouvoir qui influe profondément sur le cours des affaires de nombreux pays. Comme il est douloureusement évident aujourd'hui, bien des pays sont impuissants à diriger leur propre destinée économique et sociale devant l'action d'autres pays.

Depuis que le bill a subi la deuxième lecture, des faits nouveaux se sont produits sur la scène économique mondiale. De toute évidence, la surtaxe annoncée par le président Nixon le 15 août, loin d'être provisoire, va durer quelque temps. Il nous faudra trouver des moyens de faire face à la situation et reconnaître que la surtaxe à l'importation ne sera pas supprimée prochainement, contrairement à ce que certains fonctionnaires américains avaient déjà affirmé. Il est aussi évident qu'un réaligement des monnaies s'impose, évidence qui est devenue encore plus manifeste ces derniers jours. De plus, étant donné la situation actuelle, une certaine valorisation du dollar canadien se révèle nécessaire. Nous devons en étudier les implications: quelles en seront les répercussions sur divers secteurs de notre économie et qui en souffrira.

Il faut aussi noter les conséquences de la politique économique que le gouvernement suit depuis plusieurs années. En réalité, les politiques économiques et fiscales du gouvernement au cours des dernières années ont visé à l'expansion d'industries qui s'occupent surtout de produire des matières premières à exporter. Cela entraîne d'énormes investissements, soit une importation considérable de capitaux au Canada. Même si ce capital produit nombre de denrées à exporter, il ne crée trop souvent que très peu d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens.